

◀ Grève générale à Mayotte ▶

Des moyens pour l'éducation

Depuis le 20 février, Mayotte, 101^e département français, est paralysé par une grève générale initiée par deux mouvements qui se sont rejoints. D'un côté l'Intersyndicale faisant suite à l'insécurité dont ont fait l'objet les conducteurs de transports scolaires et de l'autre initiée dans l'éducation Nationale par la CGT Educ'action, SUD Education et la FNEC-FP/FO suite à la succession de faits graves de violences dans les établissements scolaires.

C'est bien l'insécurité et les conditions de vie qui sont au centre des revendications de la population. Les actes de violence se multiplient sur toute l'île que ce soit aux abords des écoles, sur les chemins forestiers, les plages et aussi par la multiplication des cambriolages incessants et les menaces sur l'intégrité physique des habitant-e-s, ce qui provoque une situation de ras le bol de la population.

La situation sociale

est catastrophique :

- Il y a officiellement 265.000 habitant-e-s mais pour certain-e-s on avoisinerait les 500.000.
- 26 % de chômage dont 47% de chômage chez les jeunes
- 84% de la population sur l'île vit sous le seuil de pauvreté.
- Tout le monde n'a pas accès à l'eau potable !

Pour les élu-e-s de Mayotte il faudrait un choc d'investissement de 1,8 milliards d'euros dont 500 millions pour l'habitat, 480 millions à l'eau potable et à l'assainissement, 480 millions aux constructions scolaires, 238 millions aux routes et transports et 40 millions d'euros seraient dévolus à des équipements sportifs et culturels.

Dans l'éducation

La lutte dans l'éducation a été déclenchée à la base par l'insécurité dans les établissements scolaires depuis la rentrée 2017, notamment dans les lycées de Dembeni et de Kahani (ce dernier est en droit de retrait depuis janvier) Cette insécurité dans les collèges et lycées a été ressentie par la population comme un problème général et global.

Aujourd'hui les deux principales revendications des collectifs des familles et citoyens sont la lutte contre l'immigration clandestine et le « tout sécuritaire » pour Mayotte, en oubliant les revendications sociales dans le domaine de l'éducation, la santé, etc...

La fédération Sud éducation soutient les revendications de l'intersyndicale de l'éducation (CGT Educ'action - SUD Education - FNEC-FP/FO) :

- **La sécurisation des abords des établissements scolaires, les établissements et les transports scolaires.**
- **La création de postes de surveillants et CPE en nombre suffisant dans tous les établissements de l'île.**
- **Un choc d'investissement dans l'éducation pour Mayotte, notamment dans le domaine des constructions scolaires (1er et 2nd degré).**
- **Tout Mayotte en REP+ : Le passage en REP+ de l'ensemble du département avec les moyens adéquats.**